

Le Devenir Linguistique En Algérie

Dr. Bachir Bensalah
Faculté des Lettres ,
sciences humaines et
sciences sociales
Université de Biskra.

Dr. Said Khadra
Faculté Des sciences
islamiques et sociales
Université de Batna.

Résumé:

Dans le présent article, nous nous proposons de voir dans quelle mesure un réel aménagement linguistique fondé sur le plurilinguisme participe-t-il aux efforts de développement d'un pays comme l'Algérie connu par sa diversité culturelle et l'alternance des langues qui caractérise son paysage linguistique.

L'Algérie est un pays qui recèle en son sein une diversité, une mosaïque de cultures, une pluralité de langues et de généalogies fondatrices.

A ce titre, le plurilinguisme ne peut être que bénéfique à plus d'un titre. Apprendre d'autres langues qui se présentent comme étrangères est une façon de fonder la légitimité d'un effectif développement de société à multiples facettes.

A quel point donc peut on dire que le plurilinguisme est un instrument incontournable du développement ?

A quel point aussi le plurilinguisme facilitera, voire garantira un développement durable ?

Et enfin, comment concilier le plurilinguisme avec les exigences d'unité nationale, de la sauvegarde identitaire et d'ouverture à l'universel ?

المخلص:

تعرف الساحة الثقافية الجزائرية نقاشا لغويا يكاد يتسم في بعض الحالات بالنظرة الشوفينية الضيقة التي لا تقبل بغير الرأي الواحد. ففي هذا السياق و هذا الجدل اللغوي الحاد، يتدرج هذا المقال الذي يحاول صاحبه دراسة خصوصية الجزائر الحضارية والثقافية وحتى الجغرافية ليصبح معبرا للحديث عن الخصوصية اللغوية الراهنة وما ينبغي أن تكون عليه في ظل نظام عالمي لا مكانة فيه للتفوق على النفس وباللغة الواحدة. واعتبارا لهذا نعرض الأسئلة التالية نفسها:

- ما مستقبل السياسة اللغوية في الجزائر؟
- هل التقدم في شتى مناحي الحياة مرهون بالانفتاح اللغوي؟
- هل يمكن التمسك باللغة العربية وفي نفس الوقت الانفتاح على اللغات الأخرى؟

Le titre de notre article est, à notre humble avis, l'une des réponses à la question somme toute légitime et pertinente à savoir : **Quelle stratégie linguistique pour l'Algérie ?** Toutefois, il est à signaler qu'en répondant à cette question, ou même en développant le titre de notre article, il semble difficile, voire impossible de contourner la question de la politique et de l'idéologie. Les couples politique planification/linguistique et politique aménagement/linguistique sont - par rapport à la définition que nous donnons à la notion de « **stratégie** » comme étant un ensemble de processus de planification et d'actions coordonnées en vue d'une victoire, c'est-à-dire en vue d'un véritable développement, indissociables de tout système éducatif et par conséquent d'un réel aménagement linguistique et d'une transformation sécurisée de toute société. Ces deux couples désignent, sur le terrain, la mise en pratique d'une politique linguistique qui doit répondre, pour le cas de l'Algérie, aux deux questions suivantes :

- **Quel projet de société veut-on ?** Militer pour le plurilinguisme, c'est d'abord se prononcer pour une société fière de son identité et qui de surcroît admet la **diversité** comme un préalable fondamental à tout développement, à toute modernité et à toute innovation. D'ailleurs si nous nous inscrivons dans la tradition musulmane, nous trouvons que celle-ci fait l'éloge de la diversité dans le sens où il est dit : **la diversité est une indulgence** *رحمة الاختلاف*. Sur le terrain, nous constatons malheureusement : « *que nos élites campent sur des spéculations d'ordre théorique et non pratique, voire pragmatique, d'où est évacué le caractère politique de la question des langues en corrélation étroite avec celle d'un projet de société.* » (2) Car un aménagement linguistique prometteur : « *ne se structure pas (uniquement) autour d'une rationalité scientifique, mais (il se structure surtout) autour d'un projet de société.* » (3) Encore faut il répéter et insister: **Quel projet de société veut-on à l'Algérie au début de ce troisième millénaire?**

Quant à la réalité, elle nous fait dire que l'actuel environnement (social, politique, idéologique, éducatif) n'est pas fait de telle sorte que la politique linguistique soit favorable à l'émergence des langues notamment étrangères. C'est pourquoi, le dit aménagement linguistique nous place d'emblée au niveau interactionnel et dynamique des langues. Un dynamisme qui cesse

d'être une affaire purement académique et scientifique dès lors qu'on le place à la croisée de l'impératif développement national et des enjeux de la mondialisation.

- Dans le contexte de la mondialisation : **Quel système éducatif veut-on ?** et par conséquent : **Quelle école veut-on ?** Et pour reprendre les propos de M. Boudalia-Greffou : **Veut-on l'école d'Ibn Badis ou l'école de Pavlov ?** Ou encore, **existe-t-il une troisième alternative à celles évoquées par Mme Greffou (école d'Ibn Badis - école de Pavlov) ?** Une alternative conciliatrice et réconciliatrice. Conciliatrice et réconciliatrice avec soi-même. Il n'est pas sage, normal et logique, par complexe d'infériorité, par sympathie ou par une attitude partisane, voire irresponsable, de se départir de ce qui fait notre particularité. De nos jours, seuls les pays qui savent se faire respectés trouveront leur place sous le toit de la mondialisation. Conciliation et réconciliation avec notre époque. En ce sens, nous n'avons pas le droit, à l'ère de la mondialisation, de vivre en marge des événements. D'ailleurs, l'Islam, a depuis toujours banni la négation du temps. A titre d'exemple, voilà le deuxième calife de l'Islam Omar Ibn Elkhatab qui disait aux musulmans : *laissez vos enfants vivre leur temps.* دعوا أبناءكم يعيشون زمانهم. Par transposition, nous dirons laissons et aidons l'Algérie à vivre le temps de la mondialisation, de l'interculturel et de l'éclatement des frontières. S'il y a donc une légitimité qui devrait prévaloir, c'est la légitimité de la science, du savoir et de la compétence.

Le besoin puissant, profond de pluralité, de diversité que la mondialisation impose à toutes les sociétés, fait que toute démarche d'un effectif développement de société, refusant toute forme d'isolationnisme et d'exclusivisme, est d'assurer une ouverture sage et raisonnée vers le monde plurilingue et par conséquent pluriculturel. Une ouverture qui permet de mieux se connaître et connaître un monde globalisé. Le contexte de la mondialisation fait qu'il : « *est aujourd'hui impossible (à l'être humain) de prendre connaissance et conscience à la fois du caractère complexe de son identité (individuelle/personnelle) et de son identité commune avec tous les autres humains.* »(4) C'est la spécificité dans l'hétérogénéité et la diversité, c'est aussi le principe de la trilogie « *Egaux, Différents,*

Unis » (5) qui doivent prévaloir, car l'isolement total n'existe pas, le seul isolement qui puisse exister c'est la mort.

Nous sommes donc rentrés pleinement dans l'ère où l'apprentissage des langues étrangères cesse d'être un luxe pour en devenir une nécessité. A ce titre, nous devons être conscients que le plurilinguisme : « *par la pluralité et la diversité dont il témoigne, par la coexistence qu'il impose, par les échanges qu'il permet, peut être facteur de partage, de convivialité, d'ouverture sur les autres.* » (6) Nous ajoutons à ces propos, qu'il peut être aussi facteur de développement si les desseins sont bons et s'il est vraiment inscrit dans une vraie politique de développement qui n'exclut ni la passion ni l'engagement.

Pour le cas de l'Algérie, seul, à notre avis, un réel aménagement linguistique s'avère payant et gagnant. Le dit aménagement doit se baser sur une politique dont la devise principale serait la suivante :

Il s'agit tout simplement et très logiquement de former un citoyen fière de son identité, de sa citoyenneté et en même temps ouvert vers autrui avec conviction, ambition et enthousiasme.

L'aménagement linguistique dont il est question doit se faire en corrélation étroite avec un projet de société soucieuse de son identité et de l'impérative dynamique linguistique dont le plurilinguisme (le français en premier lieu puis l'anglais) constitue la base. Sur le terrain, nous constatons malheureusement que la réalité linguistique ne milite pas en faveur de la dynamique de l'enseignement/apprentissage des langues ni de l'épanouissement de l'esprit.

A notre connaissance, l'Algérie est le seul pays au monde qui assure à ses citoyens une formation totalement arabisée jusqu'à l'Université. Puis une formation à majorité francophone à l'Université (les filières scientifiques sont toutes enseignées en langue française). D'où le taux d'échec alarmant, qui n'est que le résultat d'un système éducatif en difficulté, voire un système éducatif sinistré.

Comme nous le constatons, une telle politique éducative et l'adoption d'une politique linguistique uniformisante se traduit malheureusement par le niveau que tous les spécialistes qualifient de catastrophique et par conséquent par une restriction des possibilités et des champs de recherche. Il est donc juste et légal que le monolinguisme réponde à des considérations exclusivement

idéologiques doit céder sa place au plurilinguisme véritable moteur de développement humain et pivot de la diversité culturelle.

De nos jours, le plurilinguisme est incontournable. Pour le cas de l'Algérie le plurilinguisme (français - anglais, en plus bien entendu de la langue arabe) n'est en aucun cas .

un frein au développement de l'individu et de l'épanouissement de son esprit. Encore faut-il que celui-ci soit concerté. L'enseignement des langues étrangères reste un axe de tout développement et de toute ouverture fondée sur le multi-voir, loin de tout monolinguisme étriqué capable d'engendrer une insécurité linguistique à double aspects : intellectuel et culturel, puisque de l'insécurité linguistique née une insécurité à la fois intellectuelle et culturelle. L'essentiel dans cet aménagement sera donc de finaliser une stratégie nationale qui, d'une part, impliquera un questionnement, voire une critique des politiques linguistiques jusqu'ici expérimentées, et d'autre part plaidera pour un processus de transformation de la perception des langues synonyme de promotion linguistique. Tout ceci en fonction de deux paramètres :

1- **Paramètre national** :

Comme acte de citoyenneté, de civisme et de responsabilité, il s'agit de défendre les intérêts nationaux du moment que toute : « *politique linguistique viable s'inscrit dans un courant social dont elle est l'expression.* » (7) D'où l'intérêt de définir à priori le projet de la société qu'on veut.

2- **Paramètre international** :

Il s'agit de penser sérieusement aux enjeux mondiaux, du moment que : « *L'avenir local voire national dépend à beaucoup d'égard d'un devenir du monde.* » (8) Ce qui se passe en Irak est un exemple illustratif. Il faut donc œuvrer pour trouver un équilibre entre authenticité et modernité. L'exemple le plus illustratif reste le Japon et Israël, deux pays qui ont merveilleusement réussi la synthèse : modernité/authenticité, sans quelle soit ressenti comme obstacle.

A ce titre, la politique de la transformation de la perception des langues qui fonde tout aménagement linguistique doit, à notre humble avis, se baser sur les deux stratégies suivantes :

1- **La stratégie socio-linguistique** :

Il faut dire que : « *L'un des objectifs de n'importe quelle politique de gouvernement et de préparer le public à des changements inévitables...* » (9) Ceci dit, pour qu'un réel aménagement linguistique s'effectue, il est indispensable de commencer par un travail dans la

société dont l'intérêt majeur est, d'une part de montrer qu'une seule langue, c'est-à-dire le monolinguisme ne constitue pas la solution miraculeuse que l'on prétend aux problèmes du développement, du progrès scientifique et technique et du transfert de technologie, de montrer que l'enseignement/apprentissage des langues étrangères ne s'oppose pas à l'essor de la langue arabe ou à la politique sage et raisonnée de l'arabisation.

En ce sens, la fécondité des approches fondées sur un renforcement de la langue nationale dans le cadre de la consolidation des langues étrangères ne peut être que bénéfique pour l'Algérie. Dans ce contexte, il est impératif de renverser les images négatives de la politique de l'enseignement/apprentissage des langues étrangères notamment la langue française. Celle-ci doit cesser d'être considérée comme:

- la langue de l'ex-colonisateur. Ne voir dans la langue française que cette phase, la réduire uniquement à cette dimension, c'est, d'une part, manifesté un complexe à l'égard du colonialisme et, d'autre part, refuser de s'approprier d'un outil d'ouverture sur le monde et de développement que le contexte décisif de la mondialisation impose.

En effet, comme le confirme les propos d'un auteur inconnu: « *Le véritable néo-colonialisme, ou impérialisme, c'est la langue unique dominante; la véritable démocratie planétaire, c'est le plurilinguisme.* »

Il y a donc lieu, pour l'Algérie du XXI^e siècle, de refuser de s'enfermer dans la négation de la réalité, d'appartenir à son temps et de hâter l'avènement d'une ère où seuls les pays détenteurs du savoir puissent assurer l'autonomie et l'indépendance de leur pays. Le colonialisme traditionnel a cédé sa place à d'autres formes de colonialismes. Un Etat qui n'est pas maître de ses décisions politiques n'est pas autonome. Un autre qui dépend économiquement de l'étranger ne l'est pas aussi.

- la marâtre de la langue nationale. L'esprit de tolérance comme acte civilisationnel doit, dans ce contexte, prévaloir et l'emporter sur toute forme de chauvinisme et de xénophobie linguistique. En ce sens, il est impératif que : « *les êtres humains doivent se respecter mutuellement dans toute la diversité de leurs croyances, de leurs cultures et de leurs langues. Les différences qui existent au sein des sociétés et*

entre les sociétés ne devraient pas être redoutées, ni méprisées, mais vénérées en tant que bien précieux de l'humanité. Il faudrait promouvoir activement une culture de paix et de dialogue entre toutes les civilisations.» (10) Par conviction, nous ajoutons entre toutes les langues.

- la langue de l'élite intellectuelle, sociale et économique

L'aménagement linguistique dont il est question ne doit plus faire sentir aux apprenants, voire aux citoyens que l'enseignement/apprentissage des langues étrangères est une contrainte. Au contraire, il doit leur faire apprendre et comprendre que leur force doit être tirée du plurilinguisme et de toute ouverture sur autrui.

Il faut donc militer activement pour détruire ce genre de préjugés pour ne s'intéresser qu'à l'aspect scientifique de l'enseignement des langues considérées, dans sa finalité, comme vecteur d'un effectif développement de société. De ce qui précède, il convient de préciser et d'insister que l'aménagement de: *« l'espace linguistique est (dans n'importe quel pays) plus qu'un projet de linguistiques ou de didacticiens, mais c'est un projet de citoyens... »* (11) voire de société. De sa pertinence, dépend, dans une grande partie, le devenir linguistique de notre pays.

Pour que les algériens ne manifestent pas de haine à l'égard de cette politique, il faudrait que les actions entreprises s'adaptent à la réalité de l'Algérie, caractérisée tout au long de son parcours par la diversité linguistique et culturelle, et à son projet de société. D'ailleurs le parcours culturel de l'Algérie s'inscrit très logiquement dans la notion de « l'interculturalité ». Notion insaisissable et imperceptible en dehors de la notion du « plurilinguisme » dans la mesure où la relation étroite entre langue et culture n'a pas besoin d'être confirmée.

2- La stratégie socio-didactique :

Indissociable de la stratégie socio-linguistique, la stratégie socio-didactique relève de la politique éducative et de la volonté réelle des responsables politiques, seuls véritables décideurs et des moyens qu'ils mettent en place pour rendre efficace cet enseignement. Ceci dit, l'aménagement linguistique escompté n'est possible que :

- S'il y a une réelle volonté politique saine et sans détour. Une politique qui œuvre pour l'encouragement de

l'enseignement/apprentissage des langues étrangères sans que cet enseignement soit au détriment de la langue nationale ;

- S'il y a affirmation de la priorité de l'enseignement de base. L'enseignement des langues doit être repensé en fonction de cette priorité et de cet intérêt;
- Si les moyens humains et matériels soient engagés ;
- Si l'Etat fasse un bilan et définisse à tous les niveaux les stratégies à mettre en œuvre pour promouvoir l'enseignement/apprentissage des langues étrangères ;
- Si une priorité est accordée à la confrontation critique des programmes d'enseignement des langues étrangères et à la conception de méthodes de leur enseignement ;
- Si l'Etat algérien créera un observatoire national des langues étrangères qui aura pour tâche principale de suivre et d'évaluer toutes les actions entreprises dans le cadre de cet aménagement linguistique.

Une étude scientifique et objective de l'état des lieux est recommandée. Il revient donc aux spécialistes soucieux uniquement de l'image identitaire du pays et de son développement de se pencher sur cette question et de mener cette étude avec un esprit qui n'exclut ni la passion ni l'engagement, car : *« une discipline donnée ne peut faire de progrès qui si des professionnels compétents s'y intéressent sincèrement, et avec une compétence suffisante pour pouvoir diriger leurs efforts vers la solution et pour cela, ni l'argent ni une décision de congrès ne sauraient suffire. »* (12)

C'est le cas de l'Algérie: *« en quête de reconstruction intellectuelle »* (13) et qui se caractérise par la multiplicité de sa situation linguistique. Il suffit de se promener dans n'importe quelle ville algérienne pour se convaincre que la multiplicité linguistique constitue le fond du paysage linguistique algérien. L'alternance des langues et le mélange linguistique (arabo-français, arabo-berbere, berbero-français, arabo-berbero-français) (14) sont donc une caractéristique des pratiques linguistiques en contexte algérien. Ce brassage permanent est, à notre avis, à l'origine de la diversité et de la richesse culturelle qui caractérise l'Algérie.

L'aménagement linguistique que nous prônons nécessite de la part des hauts responsables du secteur éducatif d'asseoir une politique d'éducation efficace en langues en commençant par procéder à un état des lieux. Celui-ci doit reposer sur une grille d'analyse socio-

linguistique efficace et pertinente. Une telle grille d'analyse doit reposer, selon les propos de Robert Chaudenson, sur quatre paramètres :

- 1- *Le degré de plurilinguisme national,*
- 2- *Le niveau de développement,*
- 3- *Le rendement du/des système(s) éducatif(s),*
- 4- *L'image des langues étrangères comme médium éducatif.* (15)

L'adoption de cette grille, dans le contexte algérien, permettra, sans doute, d'assurer une certaine rigueur, voire une certaine scientificité et crédibilité à la politique de l'enseignement/apprentissage des langues étrangères.

L'Algérie par sa position géographique et par tous les courants culturels qui le traversent ne peut sous estimer les avantages d'une telle démarche. Il y va de son intérêt, voire de son équilibre même et son devenir stratégique appelé à jouer un rôle d'une grande importance. La politique de l'ouverture sur les langues étrangères comme vecteur de développement d'une extrême nécessité, si elle est mûrement réfléchie, sagement introduite, ne doit s'accompagner pour autant du mépris de la langue nationale ou de son omission dans l'enseignement. En somme, le plurilinguisme ne doit pas étouffer l'authentique. L'inverse est aussi vrai. La synthèse serait la solution la plus sage, la plus idéale et la plus payante.

A la pointe du progrès, il n'en demeure pas moins que la tradition millénaire de l'Algérie reste très dynamique et par conséquent favorable à cette démarche. Pour peu que les décideurs du pays affichent une volonté saine et sans équivoque.

La valorisation de la politique de l'enseignement/apprentissage des langues étrangères doit entrer dans le cadre du devenir stratégique de l'Algérie et dans sa lutte pour le développement et pour l'approfondissement de son autonomie. De nos jours, l'indépendance politique se trouve confrontée à des problèmes économiques et sociaux que seul un approfondissement qualitatif serait en mesure d'assurer l'ouverture de l'esprit de l'algérien, la diversité de sa production et l'élargissement de son champ de recherche. Ce choix, quelque soit son coût, parce qu'il touche plusieurs domaines de l'activité humaine, n'est pas uniquement d'ordre économique, il est aussi d'ordre linguistique. C'est ce qui défend logiquement le plurilinguisme que nous prônons comme l'une des solutions capables de donner à notre système éducatif l'image qu'il doit.

De même, nous estimons que la réussite de la promotion des langues dans le cadre du plurilinguisme et le pluralisme culturel dépendrait essentiellement de:

- 1- le respect de la diversité linguistique et culturelle doit se faire sans la perte de l'identité nationale. Pour éviter toute forme de résistance à la stratégie du plurilinguisme, celui-ci doit obligatoirement s'adapter à la réalité culturelle de l'Algérie. En ce sens, il doit éviter que la langue arabe soit menacée dans son propre fief ;
- 2- la formation des enseignants et leur recyclage doivent être placés au centre de toute stratégie de relance de la politique de l'enseignement/apprentissage des langues. L'action doit être mis sur l'obligation de l'acquisition précoce d'une langue seconde, en l'occurrence le français, dès le primaire, et d'une troisième langue, en l'occurrence l'anglais, à partir du moyen pour s'intensifier au secondaire. Par conséquent, le volume horaire impartie à l'enseignement /apprentissage de ces langues doit être revu en hausse.
- 3- la formation des formateurs.

Il reste à dire, que le développement comme le plurilinguisme sont deux chantiers dont le défi : *« porte en lui les enjeux d'une menace ou les avantages d'une chance. Toutefois, dans tous les cas de figure, il s'agit bel et bien d'une invitation à venir se mesurer comme adversaire. En tant que menace, le mot défi renferme en soi le germe des dangers qu'il implique :*

D = *destruction*

E = *échec*

F = *frustration*

I = *intolérance*

Il n'y a certes dans tout ceci rien de nouveau. Rien que nous ne puissions pas éviter. Car défi signifie aussi et surtout :

D = *développement*

E = *épanouissement*

F = *force solidaire*

I = *intérêt commun* » (16)

C'est ce dernier défi qu'il faut relever parce qu'il est le lieu de tous les espoirs. Et c'est aux universitaires, que nous sommes, de le relever.

De son côté, le préfixe, « **PLURI** » de « **plurilinguisme** » signifie :

- P** = promotion
- L** = langue
- U** = universel
- R** = réfléchi
- I** = inconditionnel.

Que la promotion des langues à l'échelle universelle transit d'une frontière à une autre de manière réfléchi et inconditionnelle.

Pour conclure, nous considérons que l'abandon des langues par les pays en voie de développement équivaut à une perte de temps et à un isolement dont les conséquences aggraveront sans doute l'état où ils se trouvent. Certes, le plurilinguisme est une clef moteur du développement et une manière pour transformer les structures mentales. Il est un instrument de dialogue, d'ouverture sur le monde, sur la science et le savoir. Par conséquent, il convient d'éviter toute mesure hâtive ou simpliste qui risquerait de le détourner de sa noble mission.

Il faut donc se convaincre que quelle que soit notre fierté de soi, notre attachement à nos origines, force est de constater que le plurilinguisme est incontournable, car comme disait notre prophète que le salut soit sur lui : « **qui apprend la langue d'un peuple, évitera ses malheurs** من تعلم لغة قوم أمن شرهم » Qu'il s'agisse d'aménagement, de politique, de planification ou de stratégie linguistique, toutes ces démarches doivent, dans le contexte de l'impérative synthèse authenticité/modernité- enjeux nationaux/enjeux mondiaux, s'inscrire dans le noble idéal des propos de notre prophète que le salut soit sur lui.

NOTES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

- 1- La présente communication se présente, dans sa majorité, comme une réflexion à caractère réflexif.
- 2- Dahou Foudil, Didactique de l'arabe : Le projet théorique de langue maternelle, in Revue, EL-ATHER, N° 3, mai 2004, p.16.
- 3- Fourez.G, Eduquer : écoles, éthiques, sociétés, De Boeck, Belgique, 1998, p.172.
- 4- Edgar Morin, Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur, Paris, Editions du Seuil, 200, p.12.
- 5- Slogan de la francophonie.
- 6- Maurice Tadadjeu, Problématique des langues à l'école en Afrique, in Robret Chaudenson, Raymond Renard, Langues et

- développement, Agence Intergouvernementale de la francophonie, Didier Erudition, 1999,p.53.
- 7- Jacques Berque, in Farouk Benatia, Alger : agrégat ou cité (préface), SNED-Reghaia, 1980, p.10.
 - 8- Jacques Vallée, Chroniques des apparitions extra-terrestres, Coll. « L'Aventure Mystérieuse » J'AI LU- A. 308, p.219.
 - 9- Rapport mondial sur le développement humain 2003, les objectifs du millénaire pour le développement : Un pacte entre les pays pour vaincre la pauvreté humaine, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ECONOMICA, Paris, 2003, p.28.
 - 10- Jean Pierre CUQ, « Contact de langues, contact de didactiques ? (De la politique linguistique aux choix méthodologiques en Algérie) », in LIDL, N° 06, Université Stendhal, Grenoble 3, juin, 1996.
 - 11- Jacques Vallée, Chroniques des apparitions extra-terrestres, p.214.
 - 12- Le Point, N° 1574, du vendredi 15 novembre 2002.
 - 13- Le mélange linguistique n'est pas un acte fautif puisqu'il est régi par les règles des langues qui le constituent, en l'occurrence l'arabe et le français. Toutefois, il peut s'expliquer :
 - soit par la juxtaposition de deux ou plusieurs structures linguistiques différentes. Notre cas, c'est les structures arabe et françaises,
 - soit par l'utilisation dans un système linguistique donné d'un autre système linguistique. C'est toujours l'arabe et le français.
 - 14- Robert Chaudenson, dans la Francophonie : représentation, réalité, perspectives. 1991.
 - 15- Lois Jean Calvet, Identités et plurilinguisme, Université de Provence, Actes du colloque « Trois espaces linguistiques face aux défis de la mondialisation », La Sorbonne, Paris, 17-20mars, 2001.
 - 16- Maria Marta Arrieta Guevara, Le français : îlot dans l'océan de la diversité ou réseau interculturel au service d'une communication solidaire ? in Revue Dialogues et Culture 49, Textes Littéraires et enseignement du français, Le français face aux autres langues, Fédération Internationale des Enseignants de Français (FIPF), juillet,2004, p.200.